



**HAL**  
open science

## Justice Sociale et équité

Cyril Jayet

► **To cite this version:**

| Cyril Jayet. Justice Sociale et équité. [Rapport de recherche] TGIR PROGEDO. 2021. hal-03227402

**HAL Id: hal-03227402**

**<https://hal.science/hal-03227402v1>**

Submitted on 17 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

# JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

NOTE DE SYNTHÈSE  
SUR LES RÉSULTATS FRANÇAIS  
DE LA 9<sup>E</sup> ÉDITION DE L'ENQUÊTE  
SOCIALE EUROPÉENNE

**Cyril JAYET**

Maître de conférences en Sociologie,  
Sorbonne Université  
GEMASS (CNRS, Sorbonne Université)

**Gemass**



Dans l'espace médiatique et politique, le thème des inégalités a pris ces dernières années une ampleur considérable, ce dont témoigne notamment le très grand succès rencontré par l'ouvrage de Thomas Piketty *Le Capital au 21<sup>e</sup> siècle*. Cette thématique des inégalités s'est révélée d'autant plus d'importance qu'elle a ressurgi dans un contexte de grande défiance à l'égard du personnel politique. Cette dernière a été particulièrement manifeste lors du mouvement des gilets jaunes, l'un des plus longs mouvements sociaux de l'histoire récente.

L'intensité de cette remise en cause du système économique comme des élites politiques et du système partisan nous rappelle l'importance de mieux comprendre la formation des jugements politiques et économiques, ceux-ci contribuant à l'acceptation du système en place, ou au contraire à sa contestation. Les travaux portant sur les sentiments de justice des Français montrent que ces derniers considèrent vivre dans une société trop inégalitaire et qu'ils manifestent un important souci de justice sociale (Forsé, Galland, 2011). Le nouveau module *Justice sociale et équité* de l'enquête ESS, administré entre octobre 2018 et mars 2019 à 1715 enquêtés, procure des données inédites permettant d'examiner si ce constat partagé d'une injustice de la société se retrouve lorsque les individus jugent de leur situation personnelle et de ses différentes dimensions : niveaux de richesse, trajectoire scolaire ou encore capacité à trouver un emploi. Ce module permet ainsi d'examiner si la défiance politique s'enracine dans des jugements négatifs sur sa propre trajectoire personnelle et les injustices qu'elle comprend.

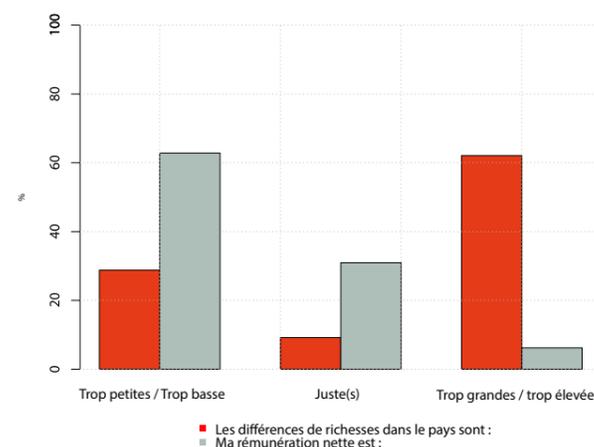
### UNE INJUSTICE PARTAGÉE

Le nouveau module de l'enquête ESS a l'avantage de poser d'une part des questions amenant les enquêtés à juger de l'inégalité et de l'équité de la société française, et d'autre part des questions très similaires portant sur la situation et la trajectoire personnelles de l'enquêté.e. On examinera d'abord si ces deux types de jugement diffèrent sensiblement dans l'ensemble de la population, puis si ces différences varient elles-mêmes selon les groupes sociaux<sup>1</sup>.

#### L'égalité des richesses et la rémunération personnelle

Le graphique 1 présente les réponses des enquêtés à deux questions, la première portant sur le caractère juste ou non des différences de richesse en France et la seconde sur le sentiment de justice à l'égard de sa propre rémunération. Le premier constat qui se dégage est celui d'un accord très majoritaire sur l'injustice des différences de richesses en France. Ainsi, seule une petite minorité, 9%, juge que ces différences sont justes. Les Français sont au contraire 62% à juger qu'elles sont trop grandes. Il faut noter également qu'une minorité importante les jugent trop petites (29%).

Graphique 1 - Inégalité de richesse et jugement à l'égard de sa rémunération



Note : Dans le questionnaire, l'échelle pour le pays varie de -4 (extrêmement injustes, trop petites) à +4 (extrêmement injuste, trop grandes) en passant par 0 (juste). Pour la rémunération nette, l'échelle varie de -4 (extrêmement injustes, trop basse) à +4 (extrêmement injuste, trop élevée) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé dans les deux cas en trois catégories.

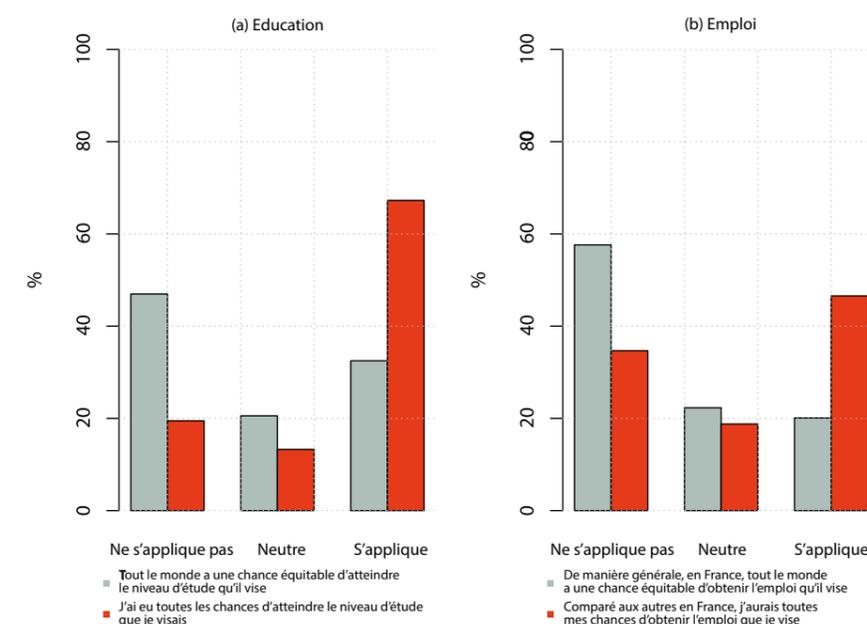
<sup>1</sup> L'ensemble des résultats présentés sont pondérés au moyen de la variable *pspweight* qui permet d'ajuster les résultats pour tenir compte des non réponses et de différents biais de sélection lors de la collecte des données. On étudie uniquement les individus ayant au moins 25 ans afin de pouvoir s'intéresser à la situation professionnelle des enquêtés.

Un sentiment majoritaire d'injustice se retrouve lorsque l'individu juge de sa propre rémunération : 62% des enquêtés considèrent leur rémunération comme injustement basse. Les résultats font néanmoins apparaître une importante différence. Comme souligné plus haut, seuls 9% des enquêtés considéraient les différences de richesses comme justes, ils sont en revanche 31% à trouver leur salaire juste. En outre, les données mettent en évidence que si les différences de richesses en France apparaissent trop élevées à la grande majorité des enquêtés (62%), il est rare de se considérer soi-même comme trop favorisé : les enquêtés ne sont que 6% à trouver leur rémunération trop élevée. Ce fort sentiment d'injustice salariale n'est d'ailleurs pas une spécificité française. On le retrouve dans l'ensemble des pays couverts par l'ESS, qu'ils soient bien ou mal lotis du point de vue de leur niveau de richesse mesuré par le PIB.

#### L'égalité des chances

Des résultats assez similaires peuvent se retrouver si l'on examine l'égalité des chances. Celle-ci peut être appréhendée à partir de deux questions, l'une portant sur l'accès au niveau d'étude que l'on souhaite, la seconde sur l'accès à l'emploi que l'on souhaite. Là encore, les jugements sur la société sont plutôt négatifs (graphique 2) : les individus jugent majoritairement que tout le monde n'a pas une chance équitable d'atteindre l'emploi (57%) ou le niveau d'étude qu'il souhaite (47%).

Graphique 2 - Égalité des chances face à l'éducation et l'emploi



Note : Dans le questionnaire, l'échelle varie de 0 (ne s'applique pas du tout) à 10 (s'applique tout à fait) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé dans les deux cas en trois catégories en considérant 5 comme la réponse neutre.

Ces jugements sont cependant moins négatifs lorsque les individus évaluent leur propre situation, suivant en cela une tendance bien connue à l'optimisme sur soi mais au pessimisme sur la société. Sur le niveau d'étude, les répondants considèrent très majoritairement (68%) qu'ils ont eu la même chance que les autres d'atteindre leur niveau d'étude. Sur l'emploi, 48% des enquêtés répondent que s'ils cherchaient un emploi, ils auraient la même chance que les autres de trouver l'emploi qu'ils visent, réponse là encore majoritaire.

Le tableau d'ensemble que révèlent ces différents résultats est donc plutôt celui d'une critique assez majoritaire du système social. Le jugement sur la situation personnelle est plus contrastée : si la grande majorité des enquêtés jugent leur salaire injustement bas, ils jugent aussi majoritairement avoir eu les mêmes chances que les autres d'avoir obtenu leur niveau d'étude ou qu'ils auraient les mêmes chances que les autres de trouver un emploi s'ils en cherchaient un. On observe ainsi un phénomène similaire à l'effet troisième personne en étude des médias. Ce dernier désigne le fait que la majorité des individus sont convaincus que les médias influencent les opinions des autres mais pas les leurs. Ici, la majorité des gens considèrent qu'ils ont eu les mêmes chances que les autres, mais que tout le monde n'a pas les mêmes chances. Ce dernier résultat semble contredire l'idée selon laquelle la critique de l'injustice du système s'enracinerait dans une critique des injustices que l'on subit soi-même.

## STRATIFICATION SOCIALE DES JUGEMENTS

Nous pouvons maintenant essayer de mieux comprendre ces jugements sur les inégalités en examinant leur distribution dans différents groupes socioprofessionnels<sup>2</sup>. Il s'agira ainsi de comprendre s'ils s'enracinent dans des différences de conditions de vie.

### Inégalités de richesses et de rémunération

D'un point de vue utilitariste, on pourrait faire l'hypothèse d'une critique des inégalités plus faible chez les plus favorisés puisqu'ils sont bénéficiaires du système. Cette théorie simple décrit néanmoins mal les données. Ce sont en effet les cadres qui répondent le plus souvent que les inégalités sont trop grandes : c'est le cas de 68% des cadres contre 62% des employés, 58% des ouvriers et 58% des artisans et commerçants. Au contraire, ce sont les employés (30%) et les ouvriers (33%) qui répondent le plus qu'elles sont trop petites (contre 23% des cadres). Cet effet du groupe socioprofessionnel est étroitement lié à l'influence du niveau de diplôme, les individus les plus diplômés étant généralement les plus critiques des inégalités.

**Tableau 1 - Groupe socioprofessionnel et jugement sur les inégalités**

	Les différences de richesses dans le pays sont			Total
	Injuste, trop petites	Juste	Injuste, trop grandes	
Artisan, commerçant	30.2	12.1	57.8	100
Cadre et prof. Int.	23.1	9.3	67.6	100
Prof. Inter.	29.1	9.4	61.4	100
Ouvrier	32.6	9.3	58.0	100
Employé	30.0	7.6	62.4	100
Ensemble	28.7	9.2	62.1	100

Note : Dans le questionnaire, l'échelle pour le pays varie de -4 (extrêmement injustes, trop petites) à +4 (extrêmement injuste, trop grandes) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé cas en trois catégories.

Si ce ne sont donc pas les moins favorisés qui trouvent le plus souvent que les inégalités sont trop grandes, ce sont bien eux qui jugent le plus souvent leur rémunération comme trop basse (tableau 2). Ainsi 70% des ouvriers, 64% des employés et 69% des artisans et commerçants trouvent leur rémunération trop basse, contre 53% des cadres. Les cadres sont au contraire 41% à trouver leur rémunération juste contre seulement 23% des ouvriers, 29% des employés et 25% des artisans et commerçants.

**Tableau 2 - Groupe socioprofessionnel et jugement sur sa rémunération**

	Ma rémunération nette est			Total
	Injuste, trop basse	Juste	Injuste, trop haute	
Artisan, commerçant	69.3	25.4	5.3	100
Cadre	52.5	41.4	6.1	100
Prof. inter.	59.0	35.1	5.9	100
Employé	64.3	28.8	7.0	100
Ouvrier	70.4	22.9	6.8	100
Ensemble	61.7	31.9	6.4	100

Note : Dans le questionnaire, l'échelle varie de -4 (extrêmement injustes, trop basse) à +4 (extrêmement injuste, trop élevée) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé en trois catégories.

<sup>2</sup> On utilisera ici le groupe socioprofessionnel recodé à partir de la variable ISCO qui correspond à la profession actuelle ou passée.

Les jugements sur les inégalités n'opposent donc pas de manière simple les groupes socioprofessionnels ou pas d'une manière qui transposerait directement à la société le jugement sur sa situation personnelle. Ainsi, les groupes socioprofessionnels qui s'estiment le plus injustement rémunérés, les ouvriers et les artisans et commerçants, ne sont pas ceux qui trouvent le plus souvent les inégalités de richesses trop grandes, ils ont même plus souvent tendance que les cadres à les trouver trop basses.

### Égalité des chances et groupe socioprofessionnel

Les tableaux 3a et 3b présentent la relation entre l'appartenance à un groupe socioprofessionnel et les jugements sur l'équité en France. Là encore, ce ne sont pas les plus favorisés par le système qui jugent le système plus juste. Ce sont ainsi les artisans, les commerçants et les ouvriers qui répondent le plus souvent que tout le monde a une chance équitable d'atteindre le niveau d'étude ou l'emploi qu'il vise. A propos de l'éducation, ils sont ainsi respectivement 41% et 38% à donner cette réponse contre 28% des employés, 30% des professions intermédiaires et 33% des cadres. Les réponses concernant l'emploi sont assez proches, les ouvriers (55%), les artisans et les commerçants (53%) répondant un peu moins souvent que les cadres (60%) que tout le monde n'a pas une chance équitable d'atteindre l'emploi qu'il vise. Les écarts de pourcentage traduisent ainsi l'internalisation socialement différenciée des normes d'égalité des chances. Les ouvriers exprimeraient ainsi ici une forme de croyance dans la méritocratie, tandis que les cadres, plus diplômés, pourraient davantage relativiser l'idéologie méritocratique.

**Tableau 3 - PCS, chance d'atteindre niveau éducation**

(a) Tout le monde a une chance équitable d'atteindre le niveau d'études qu'il vise

	Ne s'applique pas	Réponse neutre	S'applique	Total
Artisan, commerçant	38.1	21.2	40.7	100
Cadre	49.9	16.8	33.3	100
Prof. inter.	49.4	20.6	30.0	100
Employé	48.7	23.7	27.6	100
Ouvrier	40.0	22.3	37.7	100
Ensemble	46.7	20.8	32.5	100

(b) De manière générale, en France, tout le monde a une chance équitable d'obtenir l'emploi qu'il vise

	Ne s'applique pas	Réponse neutre	S'applique	Total
Artisan, commerçant	52.5	23.7	23.7	100
Cadre	60.1	19.1	20.9	100
Prof. inter.	55.6	23.9	20.5	100
Employé	59.3	24.0	16.7	100
Ouvrier	55.1	20.5	24.3	100
Ensemble	57.5	22.0	20.5	100

Note : Dans le questionnaire, l'échelle varie de 0 (ne s'applique pas du tout) à 10 (s'applique tout à fait) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé dans les deux cas en trois catégories en considérant 5 comme la réponse neutre.

La relation entre groupe socioprofessionnel et jugement sur l'équité va là encore dans le sens attendu (Tableaux 4a et 4b). Les ouvriers et les employés estiment ainsi beaucoup moins souvent qu'ils ont eu la même chance que les autres d'obtenir le niveau d'étude qu'ils visaient ou qu'ils pourraient avoir l'emploi qu'ils souhaiteraient. La différence est particulièrement forte sur le niveau d'étude : 87% des cadres jugent qu'ils ont eu les mêmes chances que les autres, contre seulement 53% des ouvriers ou 58% des employés.

**Tableau 4 - PCS, chance d'atteindre niveau éducation**

(a) J'ai eu toutes les chances d'atteindre le niveau d'étude que je visais.

	Ne s'applique pas	Réponse neutre	S'applique	Total
Artisan, commerçant	17.1	16.2	66.7	100
Cadre	7.4	5.9	86.6	100
Prof. inter.	11.5	9.4	79.1	100
Employé	24.6	17.4	58.0	100
Ouvrier	29.1	17.7	53.2	100
Ensemble	17.9	12.8	69.3	100

(b) Comparé aux autres en France, j'aurais toutes mes chances d'obtenir l'emploi que je vise

	Ne s'applique pas	Réponse neutre	S'applique	Total
Artisan, commerçant	28.6	22.3	49.1	100
Cadre	22.2	12.0	65.8	100
Prof. inter.	31.2	16.9	51.9	100
Employé	42.4	23.1	34.4	100
Ouvrier	39.9	20.5	39.5	100
Ensemble	33.2	18.4	48.4	100

Note : Dans le questionnaire, l'échelle varie de 0 (ne s'applique pas du tout) à 10 (s'applique tout à fait) en passant par 0 (juste). Nous avons recodé dans les deux cas en trois catégories en considérant 5 comme la réponse neutre.

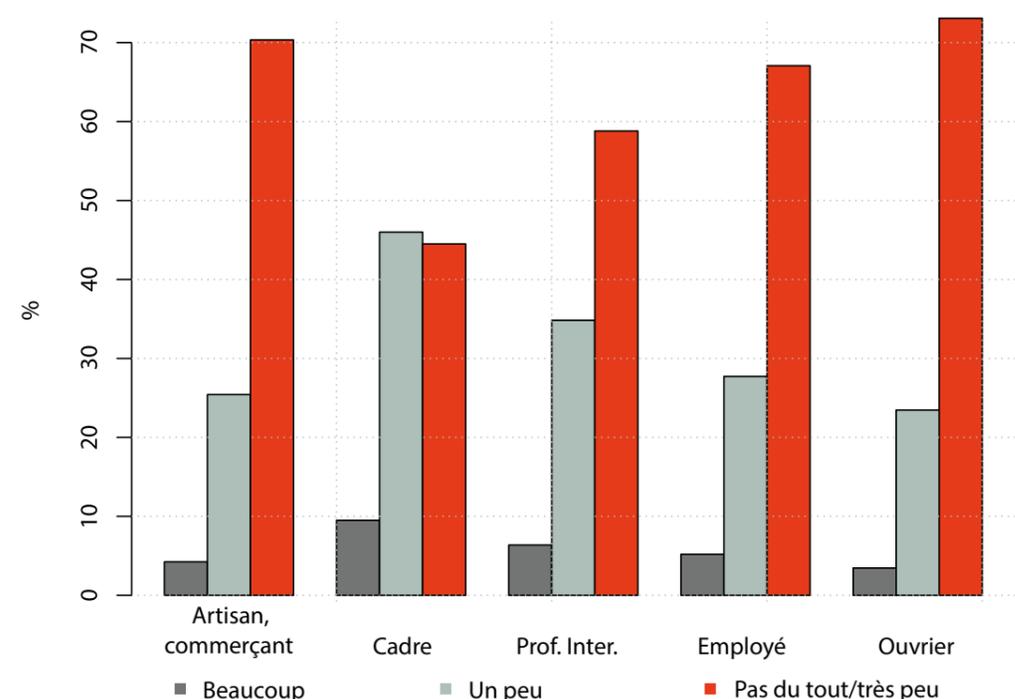
Les résultats sur l'équité confirment donc ceux obtenus sur l'égalité : une position moins favorisée suscite un sentiment d'injustice à l'égard de sa situation personnelle, mais pas à l'égard du fonctionnement d'ensemble du système social. Ainsi, quand bien même les ouvriers et les employés se jugent moins favorisés que les cadres, ce sont ces derniers qui jugent la société comme injuste.

### SENTIMENT D'INIQUITÉ ET DÉFIANCE VIS-À-VIS DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Si les sentiments d'injustice à l'égard de sa situation personnelle sont donc moins répandus que ceux à l'égard de la société, ils sont socialement très différenciés. Ils pourraient ainsi expliquer une part de la défiance politique et des clivages sociaux qui la sous-tendent.

Le graphique 4 présente la défiance à l'égard de l'action du gouvernement dans les différents groupes socio-professionnels. Il montre qu'à l'exception des cadres, la grande majorité des enquêtés jugent que le gouvernement ne prend pas en compte les intérêts de tous. Cette défiance à l'égard du gouvernement est donc à la fois très répandue et socialement différenciée : elle est très élevée chez les artisans et commerçants (70%) et, chez les salariés, elle est maximale chez les ouvriers. Dans l'ensemble, les enquêtés ne sont que 6% à répondre que le gouvernement prend beaucoup ou complètement en compte les intérêts de tous les citoyens contre 61% qui répondent pas du tout ou très peu.

**Graphique 4 - Le gouvernement français prend en compte les intérêts de tous les citoyens ?**



Pour comprendre si cette défiance à l'égard du gouvernement peut s'expliquer par des jugements sur l'injustice de sa situation ou de sa trajectoire, nous avons estimé plusieurs modèles de régression logistique prenant cette défiance pour variable à expliquer. Les différents modèles montrent tout d'abord que les individus sont d'autant moins critique à l'égard du gouvernement qu'ils se situent politiquement au centre<sup>3</sup> et qu'ils s'intéressent à la politique. Le premier modèle estime l'effet du groupe socioprofessionnel et montre que, à âge, sexe, positionnement et intérêt politique constants, tous les groupes socioprofessionnels ont moins de chances que les cadres de juger que le gouvernement prend en compte l'intérêt de tous. Le deuxième modèle introduit le jugement de l'individu sur sa rémunération, le troisième sur ses chances d'atteindre son niveau d'étude et le quatrième comprend ces deux variables. On observe alors que la différence entre les cadres et les autres groupes socioprofessionnels se réduit nettement. Le coefficient mesurant l'effet de la modalité « Ouvrier » diminue ainsi de 9% en introduisant le jugement sur la rémunération, de 15% sur la trajectoire scolaire et de 17% en tenant compte des deux. Ce sont ainsi les jugements sur la trajectoire scolaire personnelle qui paraissent le mieux expliquer les différences de défiance à l'égard du gouvernement entre cadres et ouvriers. Ce résultat se retrouve en comparant les cadres avec les autres groupes socioprofessionnels. Pour les employés, cette réduction de l'écart avec les cadres est particulièrement importante : le coefficient diminue de 16% en introduisant le jugement sur la rémunération, de 34% en introduisant le jugement sur la trajectoire scolaire et de 42% quand on introduit les deux variables. C'est ainsi près de la moitié des différences de jugement entre les cadres et les employés que l'on peut expliquer par un sentiment d'injustice à l'égard de sa rémunération et de sa trajectoire scolaire. C'est aussi cette dernière variable qui se révèle la plus importante pour expliquer les différences de jugement entre les deux groupes<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> La variable Droite exerce un effet négatif sur la critique à l'égard du gouvernement, mais l'effet quadratique (variable Droite<sup>2</sup>) positif montre néanmoins que ce sont les personnes situées les plus à droite qui sont les plus critiques.

<sup>4</sup> Ces modèles ont également été estimés en ajoutant le vote lors de l'élection législative de 2017 comme variable de contrôle. Cela a d'abord pour effet de réduire fortement le nombre de répondants (en le divisant environ par deux, beaucoup d'enquêtés n'ayant pas donné de réponse à cette question). Cela réduit la magnitude des coefficients et leur significativité statistique, mais ne change pas les résultats présentés ici.

Tableau 5 - Déterminants de la défiance vis-à-vis de l'action du gouvernement

	Le gouvernement ne prend pas en compte l'intérêt de tous			
	(1)	(2)	(3)	(4)
<b>PCS (référence. Cadre)</b>				
Artisan, commerçant	1.33***	1.17***	1.19***	1.12***
Prof. Inter.	0.61***	0.55***	0.51***	0.48**
Employé	0.92***	0.77***	0.61***	0.53***
Ouvrier	1.30***	1.18***	1.11***	1.07***
<b>Age</b>				
	0.001	0.002	-0.0004	-0.0001
<b>Femme</b>				
	0.39***	0.40***	0.44***	0.45***
<b>Droite (vs. gauche, 0-10)</b>				
	-0.57***	-0.59***	-0.59***	-0.60***
<b>Droite^2</b>				
	0.04***	0.04***	0.04***	0.05***
<b>Intérêt politique (réf. Pas du tout)</b>				
Peu	-0.73***	-0.74***	-0.69***	-0.71***
Assez	-0.97***	-0.92***	-0.91***	-0.87***
Beaucoup	-0.91***	-0.98***	-0.88***	-0.93***
<b>Ma rémunération est injustement haute (vs. juste et injustement basse)</b>				
		-0.19***		-0.14***
<b>J'ai eu toutes les chances d'atteindre le niveau d'étude que je visais (0-10)</b>				
			-0.14***	-0.12***
Constante	1.94***	2.75***	3.10***	3.55***
Observations	1 353	1 300	1 316	1 266

\*p<0.1; \*\*p<0.05; \*\*\*p<0.01

Note : Coefficients issus de modèles de régression logistique dichotomiques. La variable dépendante a été transformée en variable binaire opposant les réponses « Beaucoup », « Complètement » et « un peu » aux réponses « très peu » et « pas du tout »

## CONCLUSION

Le module *Justice sociale et équité* de l'enquête ESS sur la France met en lumière plusieurs résultats importants. Tout d'abord, le constat partagé en 2019 par les Français d'une injustice du système actuel dans des domaines aussi différents que les différences de richesse, l'accès au niveau d'étude que l'on souhaite ou encore la prise en compte des intérêts de tous par le gouvernement. Ensuite, ce constat d'injustice se révèle plus important lorsque les individus jugent de l'état du pays que lorsqu'ils jugent de leur propre situation. Si les Français trouvent majoritairement leur salaire trop bas, ils jugent également majoritairement qu'ils ont eu les mêmes chances que les autres d'atteindre le niveau d'étude qu'ils visaient ou encore qu'ils auraient les mêmes chances que les autres de trouver un emploi s'ils en cherchaient un. Ces derniers jugements diffèrent néanmoins fortement selon le groupe socioprofessionnel. Les groupes les plus défavorisés considèrent ainsi plus souvent avoir eu moins de chances que les autres. Ce sentiment d'iniquité est fortement associé à une défiance vis-à-vis de la capacité du gouvernement à prendre en compte l'intérêt général. En outre, il explique une part importante de cette défiance dans les groupes socioprofessionnels les moins favorisés. Un sentiment d'iniquité et d'injustice se trouve ainsi bien à la racine des divisions sociales et politiques de jugement sur l'action du gouvernement.

Référence bibliographique :

GALLAND, Olivier et FORSÉ, Michel. *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale*. Armand Colin, 2011.

# À propos de l'ESS

L'ESS est une enquête universitaire menée partout en Europe depuis 2002. L'étude mesure les attitudes, les croyances et le comportement de diverses populations dans plus de 30 pays.

Les jeux de données contiennent les résultats de 425 000 entretiens réalisés tous les deux ans auprès de nouveaux échantillons de population.

L'Enquête Sociale Européenne est devenue un Consortium Européen d'Infrastructure de Recherches (ERIC) en 2013.

## Thématiques de l'ESS :

- Confiance dans les institutions
- Participation politique
- Valeurs socio-politiques
- Valeurs morales et sociales
- Capital social
- Intégration et exclusion sociale
- Identités religieuses, ethniques et nationales
- Santé, bien-être et sécurité
- Composition démographique
- Éducation et emploi
- Situation financière
- Composition du ménage
- Bien-être subjectif
- Confiance dans la justice
- Perceptions et expériences des âges de la vie
- Citoyenneté, participation et démocratie
- Immigration
- Famille, travail et bien-être
- Moralité économique, justice sociale et équité
- Organisation du déroulement de la vie
- Changement climatique et énergie
- Échelle des valeurs humaines

## 27 pays ont participé à la 9e édition de l'ESS, menée en 2018/2019.

**Membres :** Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède **Pays observateur :** Suisse **Autres pays participants :** Espagne, Monténégro et Serbie.

Groupes consultatifs de l'Assemblée Générale de l'ESS ERIC : Methods Advisory Board (Conseil Consultatif Méthodes – MAB), Scientific Advisory Board (Conseil Consultatif Scientifique – SAB) et le Comité Finances (FINCOM). Le siège de l'ESS ERIC est situé à la City University de Londres.

L'équipe scientifique centrale de l'ESS ERIC comprend : le GESIS – Institut de Sciences Sociales de Leibniz (Allemagne) ; l'Université Catholique de Louvain (Belgique) ; le NSD – Centre Norvégien pour les données de recherche (Norvège) ; le SCP – Institut Néerlandais de Recherche en Sciences Sociales (Pays-Bas) ; l'Université Pompeu Fabra (Espagne) ; l'Université d'Essex (Royaume-Uni) et l'Université de Ljubljana (Slovénie).

Le Forum des Coordinateurs Nationaux (NC) regroupe des équipes nationales originaires de tous les pays participants.

[europeansocialsurvey.org](http://europeansocialsurvey.org)

[esswellbeingmatters.org](http://esswellbeingmatters.org)

[twitter.com/ESS\\_Survey](https://twitter.com/ESS_Survey)

[facebook.com/EuropeanSocialSurvey](https://facebook.com/EuropeanSocialSurvey)

[linkedin.com/european-social-survey](https://linkedin.com/european-social-survey)

[youtube.com/EuropeanSocialSurveyERIC](https://youtube.com/EuropeanSocialSurveyERIC)

mars 2021



Avec le soutien de la TGIR Progedo

